

Domaine Droit, Économie, Gestion - Mention Droit de la santé

RNCP27084 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128g
Code(s) ROME	C1106, K1402, K1903, K1403, K1502
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit

Certificateur(s)

Université de Bordeaux

<http://www.u-bordeaux.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Parcours 1 Indemnisation des victimes d'accidents médicaux

Préparation aux métiers de l'expertise dans le domaine du dommage corporel : assurance, avocat, expert judiciaire, association de victimes

Parcours 2 Métiers de l'encadrement des établissements de santé et médico-sociaux

Préparer aux métiers de l'encadrement des établissements de santé et médico-sociaux (établissements publics ou privés)

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Pour mener à bien ces activités, le titulaire du diplôme a une connaissance approfondie :

- Des règles de procédure applicables devant les juridictions civiles et pénales de l'ordre judiciaire ;
- Des actes de procédure.

Le titulaire du diplôme est capable de :

- Informer, conseiller et accompagner les clients et/ou collaborateurs sur des questions de procédure judiciaire et d'assurance, notamment sur les démarches à accomplir auprès des organismes compétents, sur la rédaction d'actes et/ou documents juridiques et/ou contractuels et, le cas échéant, sur la procédure de mise en demeure, d'assignation en justice, de conciliation... adaptée à la résolution de leur litige ; conseiller et émettre des avis sur l'interprétation des textes normatifs et des décisions juridictionnelles ; anticiper et analyser l'impact des évolutions juridiques ; sensibiliser, conseiller et alerter sur les risques juridiques encourus ; rédiger des consultations juridiques à la demande ; analyser la nature d'un litige et évaluer ses enjeux, notamment financiers, liés au contentieux ; contractualiser avec le client l'action à mener et le montant des honoraires ;
- Accompagner les clients et/ou collaborateurs en :
 - o utilisant les techniques du droit des contentieux judiciaires ;
 - o en rédigeant des actes juridiques (requête judiciaire, acte sous seing privé, attestation d'authenticité, constat, contrat...) et des procédures ;
 - o en vérifiant l'authenticité de documents, de titres de propriété ou l'exactitude d'un inventaire ;
 - o en rédigeant des mémoires contentieux en collaboration avec les services et les avocats le cas échéant ;
 - o en représentant les intérêts de clients devant les juridictions ;
- Recevoir et étudier la demande de plaignants (particuliers, police, services sociaux, ...) ; identifier la procédure à

suivre (convocation physique des personnes, perquisitions, écoutes téléphoniques, ...) ; instruire les affaires civiles, pénales... (collecte d'informations, de preuves, audition de témoins...) ;

- Définir une stratégie pour la gestion de contentieux judiciaires ; mettre en place et animer un système de traitement des demandes (procédures, tableaux de bord) ; réaliser des opérations de gestion administrative (agenda, courrier, facturation, demande d'autorisation ...)
- Réaliser une veille juridique (actualité légale, jurisprudentielle...) ; développer et entretenir des réseaux stratégiques de réception et de diffusion de l'information ; diffuser l'information en adaptant la formulation en fonction de l'interlocuteur ; développer et animer des partenariats avec les professionnels du droit (avocats, magistrats...).

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Pour les deux parcours :

Le titulaire du diplôme peut travailler dans les multiples structures ayant besoin de spécialistes des procédures

- juridictions (magistrature ou greffe),
- cabinets d'avocats,
- cabinets de consultants,
- études d'huissiers,
- services contentieux d'entreprises privées.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Pour les deux parcours :

- Chargé(e) des relations avec les usagers
- Conseiller(ère) juridique
- Directeur des Ressources Humaines
- Directeur(e) d'établissement de santé
- Chef(fe) d'établissement Directeur(e) d'établissement social et médico-social
- Chef(fe) d'établissement Dire
- Collaborateur en cabinet d'avocat, Collaborateur en étude d'huissiers,
- Conseiller juridique, Consultant juridique
- Juriste

Référentiel : Répertoire des métiers de la Fonction Publique Hospitalière et réingénierie des diplômes des professionnels de santé / Répertoire interministériel des métiers de l'Etat)

- Responsable d'un projet de santé publique ou de cohésion sociale (FPESCS01)
- Responsable d'un projet d'observation sociale ou sanitaire ou de veille épidémiologique (FPESCS02)
- Conseiller-expert dans le secteur de la santé et de cohésion sociale (FPESCS03)

RÈGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Ce diplôme permet d'accéder à des emplois de collaborateur/conseiller auprès de personnes exerçant des professions réglementées. L'accès à la profession d'avocat est soumis à l'obtention du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat (CAPA). Le métier de Juge est accessible après une formation à l'Ecole Nationale de la Magistrature. Celui d'Huissier, après une formation organisée par la Chambre des Huissiers. Celui de Greffier, après une formation à l'Ecole Nationale des Greffes.

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Très élevée (5/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	3 429 €

Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) QAX03 — Experts de l'assurance · tension 4/5 (Élevée) V2X90 — Médecins · tension 5/5 (Très élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	12 304
Jugés difficiles à recruter	66 %
Emplois saisonniers	4 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats QAX03 — Experts de l'assurance V2X90 — Médecins

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE

Le jury comprend :

- des enseignants-chercheurs, des enseignants ou des chercheurs participant à la formation
- des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements

COMPOSITION DU JURY — VAE

Le Jury est composé :

- d'une majorité d'enseignants-chercheurs
- de personnes ayant une activité principale autre que l'enseignement et compétentes pour apprécier la nature des acquis, notamment professionnels, dont la validation est sollicitée ;

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

droit.u-bordeaux.fr, onglet « Formations »

Université de Bordeaux

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/27084/>